

Moyen-Orient et Afrique du Nord : définir la voie à suivre

Deux ans après le début du «Printemps arabe», de nombreux pays de la région MOANAP¹ endurent encore des transitions politiques, sociales et économiques complexes. Les résultats économiques ont été mitigés en 2012. Bien que la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région ont enregistré une expansion vigoureuse, la croissance est restée languissante dans les pays importateurs de pétrole. En 2013, ces divergences devraient se réduire en raison d'une réduction de la production d'hydrocarbures dans les pays exportateurs de pétrole et d'une légère reprise économique dans les pays importateurs de pétrole. Pour de nombreux pays, l'enjeu immédiat est de rétablir ou de préserver la stabilité macroéconomique sur fond d'incertitude politique et de troubles sociaux, mais la région ne doit pas perdre de vue la tâche à accomplir à moyen terme, à savoir diversifier l'économie, créer des emplois et réaliser une croissance plus solidaire.

Réduire les différences dans une région à deux vitesses

Une croissance modeste est prévue dans toute la région. La croissance languissante observée l'an dernier dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait ne s'accélérer qu'un peu en 2013 et ne suffira pas pour commencer à réduire sensiblement le chômage élevé dans la région. Un fléchissement de la croissance vigoureuse des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP est attendu cette année : les augmentations de la production devraient être ralenties étant donné la faiblesse de la demande mondiale de pétrole; cependant, la vigueur persistante des dépenses publiques devrait porter la croissance non pétrolière à des niveaux confortables dans bon nombre de ces pays.

Une conjoncture extérieure difficile continue de faire pression sur les réserves de change dans beaucoup de pays importateurs de pétrole. L'activité

languissante des partenaires commerciaux de la région, surtout dans la zone euro, retarde une reprise rapide des exportations, tandis que les cours élevés des produits de base continue de peser sur les soldes extérieurs des pays qui dépendent des importations alimentaires et énergétiques. Le tourisme rebondit progressivement, mais il reste bien en deçà de son niveau d'avant 2011. L'investissement direct étranger et les envois de fonds devraient rester modérés, tandis que les flux d'investissements de portefeuille resteront plus faibles que dans les autres pays émergents et pays en développement. La multiplication des retombées économiques et sociales régionales du conflit en Syrie accentue la complexité de l'environnement économique.

Pour les pays exportateurs de pétrole, principalement dans le Conseil de coopération du golfe (CCG), les perspectives sont généralement plus favorables. Cependant, si les perspectives de l'économie mondiale se détérioraient, ces pays seraient soumis à de fortes pressions aussi. Une baisse prolongée des cours du pétrole, liée à une activité économique mondiale qui resterait faible,

¹ Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.



pourrait épuiser les volants de réserves et conduire à des déficits budgétaires.

Une action résolue des pouvoirs publics dans l'ensemble de la région sera nécessaire cette année. Dans beaucoup de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, il sera nécessaire d'accentuer l'assainissement budgétaire et d'assouplir le taux de change pour préserver la stabilité macroéconomique, donner confiance, rehausser la compétitivité et mobiliser des financements extérieurs. Pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, il sera important de continuer de renforcer les positions budgétaires et extérieures pour être moins vulnérable à une éventuelle baisse des cours du pétrole. Pour les deux groupes de pays, il importera d'agir de manière équilibrée sur le plan social, en complétant ces efforts par des mesures appropriées pour protéger les populations pauvres et vulnérables.

Pays arabes en transition : définir les voies du succès

Dans les pays arabes en transition², l'évolution économique dépendra de la confiance, qui reste sensible à l'évolution politique et sociale. Les transitions politiques sont complexes : bon nombre des pays doivent encore adopter une nouvelle constitution et élire un gouvernement dont le mandat dépasse un an. Le chômage élevé et l'augmentation du coût de la vie accentue les tensions sociales parmi des populations qui attendent avec impatience un dividende de la transition. La confiance pourrait rapidement se détériorer en cas de reculs dans les transitions politiques et de détérioration de la sécurité intérieure.

Au cours des deux dernières années, les dirigeants de ces pays ont réagi aux tensions sociales en relevant les salaires et l'emploi dans le secteur public. Ces mesures, conjuguées à une augmentation

des subventions alimentaires et énergétiques, ont conduit à une hausse des déficits budgétaires et de la dette publique. Dans de nombreux cas, la stabilité du taux de change a contribué à contenir l'inflation, mais a accéléré l'amenuisement des réserves de change.

En dépit de la situation politique complexe dans laquelle se trouvent les pays arabes en transition, une action résolue des pouvoirs publics sera cruciale, étant donné la réduction des marges de manœuvre budgétaires et des volants de réserve de change. Les réformes récentes des subventions dans quelques pays, conjuguées à des mesures visant à mettre en place une protection sociale mieux ciblée, ont commencé à réduire la pression sur le budget et les réserves de change. Cependant, un assainissement budgétaire plus prononcé et un assouplissement du taux de change seront nécessaires pour rehausser la confiance, la compétitivité et la croissance.

A l'avenir, les pays devraient de plus en plus exploiter leur vaste potentiel pour accélérer leur croissance et la rendre plus solidaire. Pour que leur économie devienne dynamique et crée davantage d'emplois, les dirigeants doivent d'urgence concevoir et mettre-en-œuvre un programme audacieux de réformes structurelles qui bénéficie d'un large soutien de la population. Chaque pays définira sa propre voie, mais ils devront tous chercher à accélérer une croissance tirée par le secteur privé et à faciliter les échanges internationaux, grâce à des réformes structurelles qui approfondissent l'intégration commerciale, réduisent le coût des affaires, facilitent l'embauche par les entreprises privées, mettent en place un capital humain de qualité et élargissent l'accès au crédit. L'établissement de programmes nationaux et la prompte mise en œuvre de quelques mesures à effet rapide donneront aussi de l'espoir à des populations de plus en plus impatientes.

² Les pays arabes en transition sont l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen.

**L'aide du FMI et d'autres sources officielles :
pour un changement positif**

L'aide de la communauté internationale est nécessaire pour faciliter la stabilisation macroéconomique et la transformation économique des pays de la région. Les partenaires bilatéraux et multilatéraux peuvent contribuer à un changement positif en offrant des conseils sur le plan économique et technique, des financements et un accès aux marchés. Même avec d'ambitieux efforts sur le plan national, une aide financière extérieure considérable sera nécessaire dans beaucoup de pays arabes en transition, parce qu'il est peu probable que les sources privées pourront satisfaire les besoins de financement substantiels des pays. Il sera primordial aussi d'accroître l'accès des produits et des services de la région aux marchés extérieurs afin de rehausser la compétitivité et de créer des emplois.

Le FMI est très présent aux côtés des pays de la région, en leur offrant des conseils analytiques et techniques, ainsi qu'une aide financière considérable. Il a engagé plus de 8 milliards de dollars dans des accords de financement avec la Jordanie, le Maroc et le Yémen. Les services du FMI se sont entendus avec la Tunisie sur un accord de confirmation de 1,75 milliard de dollars; par ailleurs, un accord éventuel avec l'Égypte et un deuxième programme avec le Yémen sont en discussion.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP

L'économie non pétrolière devrait contribuer à la croissance en 2013

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP — Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen — ont connu une croissance vigoureuse de 5,7 % en moyenne en 2012. La croissance a été portée par le rétablissement presque complet de la production de pétrole en Libye et les fortes expansions dans les pays du Conseil de coopération du golfe (CCG). Le bas niveau des taux d'intérêt mondiaux et, dans certains pays, les fortes hausses des dépenses publiques, du fait des prix élevés du pétrole et en réaction aux revendications sociales, ont contribué à la croissance du PIB non pétrolier³.

Globalement, la croissance économique devrait tomber aux environs de 3 % en 2013 : la croissance de la production pétrolière marquera une pause étant donné le manque de vigueur de la demande mondiale de pétrole. Pendant les premiers mois de 2013, les exportations de pétrole ont diminué. Pour 2013 dans son ensemble, un surcroît d'offre de pétrole de l'Irak et de la Libye devrait plus que compenser une baisse des exportations de pétrole de l'Iran, tandis que la baisse de la demande nette d'exportations d'Arabie saoudite devrait entraîner une légère réduction de la production. En conséquence, le PIB hydrocarbures agrégé et les volumes des exportations devraient stagner en 2013.

Par ailleurs, le bas niveau des taux d'intérêt mondiaux, les politiques budgétaires accommodantes de certains pays (y compris une accélération des projets de reconstruction après un

conflit et des projets d'équipement financés par l'État) et les dépenses de consommation des salaires du secteur public contribueront à une croissance d'environ 4 % de l'économie non pétrolière.

Excédents élevés des balances des paiements

Les volumes et les prix élevés des exportations d'hydrocarbures ont permis aux pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP d'accumuler des excédents des transactions courantes d'environ 440 milliards de dollars en 2012. Une légère baisse des cours du pétrole attendus sur les marchés mondiaux (sur la base des marchés à terme) et une hausse prévue des importations entraîneront une légère baisse de cet excédent, aux environs de 370 milliards de dollars cette année.

En dépit des excédents élevés des balances des paiements et de la vigueur de l'activité économique, l'inflation devrait fléchir après avoir atteint des taux élevés ou rester modérée dans la plupart des pays exportateurs de pétrole en raison du ralentissement de la hausse des prix de l'alimentation, d'un contexte mondial favorable sur le plan de l'inflation et d'une modération de la hausse des loyers dans certains pays du CCG. En Iran, certains de ces facteurs devraient contribuer à maîtriser les prix, mais une forte dépréciation de la monnaie et un environnement extérieur et macroéconomique difficile devraient maintenir les tensions inflationnistes à un niveau élevé.

Les exportateurs de pétrole sont vulnérables à une baisse des recettes pétrolières

Les risques pesant sur les perspectives de l'économie mondiale ont quelque peu diminué ces derniers mois, mais ils restent élevés. Le ralentissement de l'activité économique mondiale entraînerait probablement une baisse des cours du

³ L'Arabie saoudite a révisé récemment les données relatives à son PIB : le niveau du PIB a été révisé sensiblement à la hausse, et les estimations des taux de croissance en 2011 et en 2012 ont été relevées.

pétrole. De nombreux pays affichent une dette publique faible et pourraient utiliser leurs réserves de change et d'autres avoirs extérieurs pour soutenir la demande globale en cas de bref repli des cours du pétrole, mais une baisse prolongée comporterait des risques considérables. Il ressort de l'analyse du FMI figurant dans l'édition d'avril 2013 des *Perspectives de l'économie mondiale* que, à politiques inchangées, un ralentissement de la croissance dans les pays émergents amènerait les cours du pétrole au-dessous du niveau requis pour équilibrer le budget de la plupart des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. De même, une action insuffisante en Europe risque d'entraîner un ralentissement modéré mais persistant de la croissance. Il ressort de l'analyse du FMI que la perte cumulée de PIB qui en résulterait pour les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en 2013 et en 2014 pourrait avoisiner ½ %; les taux de croissance seraient aussi plus faibles à moyen terme, en raison de la baisse des volumes des exportations et des cours du pétrole. Par contre, une accélération de la mise en œuvre des mesures arrêtées en Europe pourrait rehausser le taux de croissance à moyen terme et avoir des retombées positives sur les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP.

Dans quelques-uns de ces pays, un regain d'incertitude politique et de nouveaux troubles ont été observés, et des installations pétrolières ont été sabotées. Ces facteurs n'ont pas eu jusqu'à présent d'impact matériel sur la production d'hydrocarbures, mais une détérioration de la sécurité nationale ou une intensification des tensions géopolitiques régionales pourrait peser sur les volumes des exportations d'hydrocarbures à court terme. À moyen terme, la hausse des coûts de sécurité et un climat d'investissement moins attrayant pourraient freiner l'expansion de l'offre d'hydrocarbures. Parmi les risques à long terme qui pèsent sur les prix des hydrocarbures figure la reproduction de la révolution américaine de l'huile de schiste dans d'autres parties du monde.

Réduire la dépendance à l'égard des recettes des hydrocarbures

Dans de nombreux pays, le fait que les prix du pétrole au seuil de rentabilité soient élevés et en hausse et que les dépenses atteignent des niveaux qui ne permettent pas d'accumuler une richesse suffisante pour les générations futures implique que la politique budgétaire doit être durcie, surtout lorsque l'économie non pétrolière connaît une croissance raisonnable. Pour mieux résister à une éventuelle baisse soutenue des cours du pétrole, il convient de limiter les hausses des dépenses publiques courantes qui sont difficiles à inverser, telles que la masse salariale et les subventions. Dans bon nombre de pays, les dépenses d'équipement peuvent être maintenues, mais il convient d'établir un ordre de priorité afin de ne pas compromettre la qualité de l'investissement public. Dans quelques pays qui dégagent des déficits globaux, il est plus urgent d'assainir les finances publiques et, dans le cas du Yémen, cet assainissement devra être combiné avec une aide financière internationale durable. Tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP peuvent continuer de développer leur cadre budgétaire à moyen terme pour améliorer leur planification macrobudgétaire et éviter les variations procycliques des dépenses provoquées par les fluctuations des cours du pétrole.

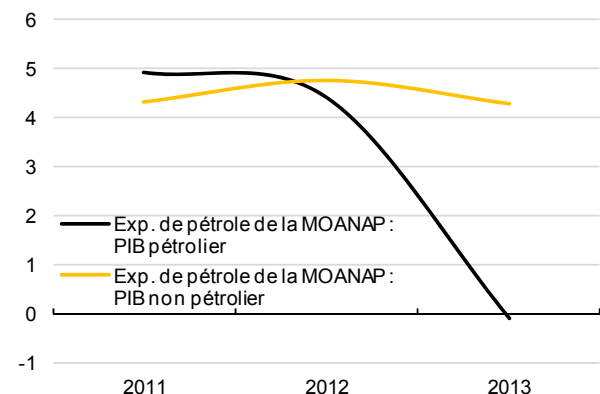
Des dépenses sociales et d'équipement efficaces peuvent réduire la dépendance à l'égard des recettes pétrolières à long terme en encourageant la croissance future des secteurs autres que les hydrocarbures. Étant donné la faiblesse des taux d'emploi des nationaux dans le secteur privé, le solde de la richesse pétrolière devrait de plus en plus être utilisé pour mettre en valeur le capital humain. Dans le domaine de l'éducation, la région a bien convergé vers la moyenne mondiale sur le plan de la quantité : les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP représentaient la moitié des dix plus fortes hausses du nombre moyen d'années d'éducation depuis 1980 à l'échelle mondiale.

Cependant, la qualité est exceptionnellement faible par rapport aux normes internationales. Offrir une éducation de qualité au niveau primaire, secondaire et tertiaire est un élément essentiel des réformes nécessaires pour faciliter la création d'emplois et la diversification de l'économie. Par ailleurs, l'amélioration de l'éducation devrait être complétée par un rééquilibrage des incitations : il convient d'encourager les personnes qualifiées à chercher un emploi dans le secteur privé sans compromettre excessivement les incitations des entreprises.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : évolution économique récente et perspectives

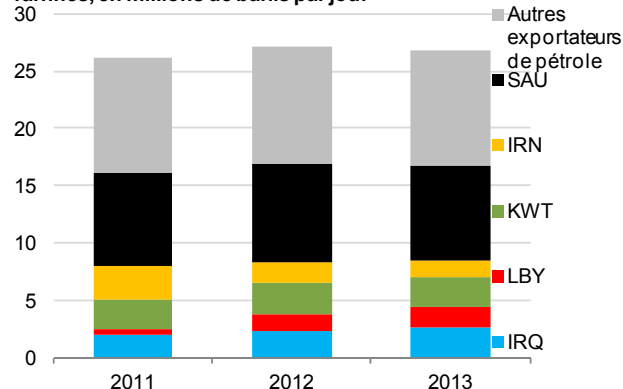
La croissance du PIB non pétrolier reste élevée, mais celle du PIB pétrolier ralentit.

Croissance du PIB réel pétrolier et non pétrolier, en pourcentage



Les exportations d'hydrocarbures sont stables dans l'ensemble, mais fluctuent fortement dans certains pays.

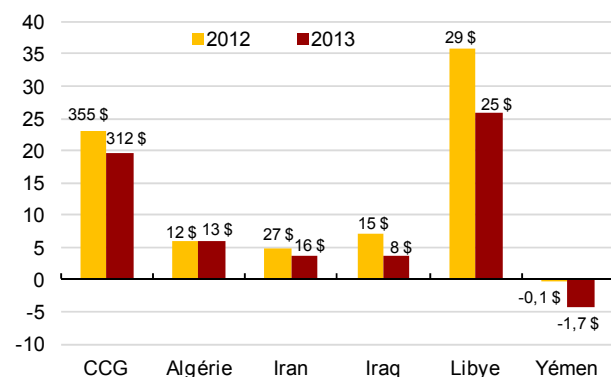
Exportations de brut, gaz, condensats et produits raffinés, en millions de barils par jour



Les excédents des transactions courantes devraient diminuer légèrement dans beaucoup de pays.

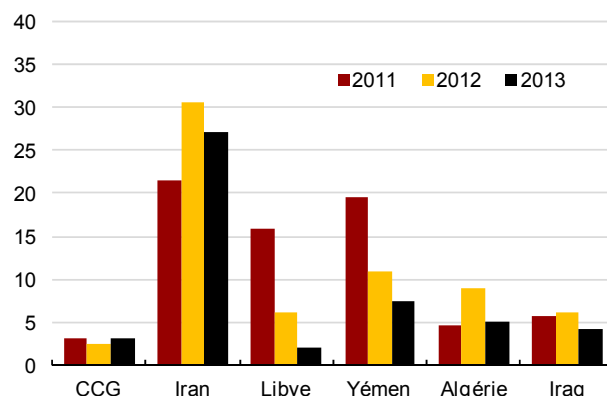
Solde des transactions courantes

(En pourcentage du PIB et en milliards de dollars EU)



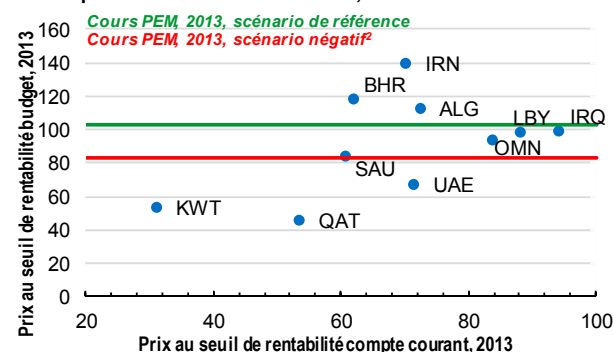
L'inflation est modérée ou en baisse dans la plupart des pays.

Indice des prix à la consommation, variation en pourcentage



La croissance faible dans les pays émergents pourrait peser sur les soldes budgétaires.

Prix du pétrole au seuil de rentabilité, dollars EU/baril¹

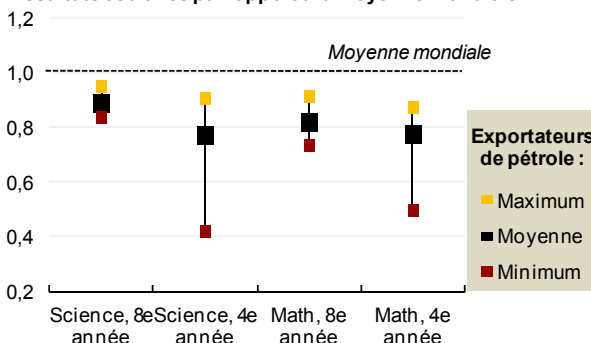


¹Yémen : 215 \$ (budget), 168 \$ (compte courant).

²Sorties de capitaux et faible investissement privé dans les pays émergents.

En matière d'éducation, la région a du retard sur le reste du monde.

Résultats scolaires par rapport à la moyenne mondiale¹



¹Résultats tirés de Trends in International Mathematics and Science Study, 2011; 1,1 = élevé, 0,8 = faible.

Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Algérie (ALG), Arabie saoudite (SAU), Bahreïn (BHR), Emirats arabes unis (UAE), Iran (IRN), Iraq (IRQ), Koweït (KWT), Libye (LBY), Oman (OMN), Qatar (QAT) et Yémen (YMN).

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

Une faible reprise économique dans un environnement complexe

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (hors Syrie) — Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan et Tunisie — ont connu une croissance de 2,7 % en moyenne en 2012 : l'investissement et les exportations nettes ont souffert de l'incertitude politique, de la persistance des troubles sociaux et d'une conjoncture extérieure difficile. La bonne tenue des envois de fonds et la croissance des salaires dans le secteur public ont soutenu la consommation. L'activité économique a été portée aussi par une récolte exceptionnelle en Afghanistan et au Pakistan, ainsi que par un rebond de la production agricole après la sécheresse en Mauritanie, tandis que le ralentissement au Soudan s'est aggravé du fait de la perte de production pétrolière au profit du Soudan du Sud. Cette faible reprise a créé peu d'emplois et le chômage reste élevé, en particulier chez les femmes et les jeunes.

La confiance des investisseurs est restée faible en raison des transitions politiques et des troubles sociaux dans tous les pays arabes en transition et des retombées régionales du conflit en Syrie, notamment le coût de l'aide apportée aux réfugiés, les perturbations des échanges bilatéraux et du commerce de transit, ainsi que les craintes accrues en matière de sécurité. Dans plusieurs pays, ces facteurs ont entraîné une hausse des prêts improductifs, une baisse des indices boursiers, des sorties de capitaux, des déclassements des notes de crédit et une augmentation des écarts de taux souverains.

La position extérieure des pays importateurs de pétrole a continué de s'affaiblir. La baisse des exportations, le manque de vigueur de l'investissement direct étranger et une baisse des arrivées de touristes sont liés à la récession dans la

zone euro et à l'atonie de la croissance mondiale. Par ailleurs, les prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie étant élevés, le coût des importations est en hausse dans toute la région. Une sécheresse au Maroc et, en Jordanie, des perturbations de l'approvisionnement en gaz naturel, qui a été remplacé par des importations de combustibles coûteuses pour la production d'électricité, ont pesé aussi sur les soldes des transactions courantes.

La demande globale limitée et les subventions élevées à l'alimentation et à l'énergie ont tempéré l'inflation, très souvent grâce aussi à la stabilité du taux de change, assurée au prix d'une érosion des réserves de change, comme en Égypte et au Pakistan. Par contre, la forte dévaluation de la monnaie au Soudan a contribué à l'inflation, mais a accru les réserves.

Afin de répondre aux revendications sociales et de réduire l'impact des prix internationaux élevés de l'alimentation et de l'énergie, les gouvernements ont accru les dépenses consacrées aux subventions et aux salaires du secteur public, tandis que les recettes fiscales ont souffert de la faiblesse de l'activité économique. Les déficits budgétaires élevés qui en ont résulté (8,4 % du PIB en moyenne) ont fait monter la dette publique et, dans certains cas, ont été financés par les banques locales, de sorte que ces dernières ont été moins en mesure d'accorder des prêts au secteur privé.

Les réformes récentes des subventions, conjuguées à des mesures visant à mettre en place une protection sociale mieux ciblée, contribuent à réduire la pression sur le budget et les réserves. En Jordanie, des transferts monétaires considérables ont été effectués pour atténuer l'impact des fortes hausses des prix des carburants de l'automne dernier sur les pauvres. L'Égypte, le Maroc et la Tunisie ont réduit leurs subventions aussi, bien que de manière plus progressive.

Agir maintenant

En 2013, la croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait s'accélérer modérément pour atteindre 3 %. La situation sociale, politique et économique reste difficile : les troubles sociaux persistent, les transitions politiques sont complexes et la conjoncture est caractérisée par une croissance mondiale modérée, le niveau élevé des cours des produits de base et une faible confiance intérieure. La croissance en Mauritanie, portée par le redressement de la production minière et l'investissement soutenu dans ce secteur, devrait dépasser celle des autres pays importateurs de pétrole. À l'autre extrême, la reprise peut débuter au Soudan après la signature récente d'accords avec le Soudan du Sud en matière de sécurité et de production pétrolière. La persistance d'un chômage élevé risque de provoquer de nouvelles tensions sociales parmi des populations qui souhaitent vivement des emplois, une amélioration de leur revenu et de leur situation sociale, ainsi qu'un accès égal aux opportunités économiques. La situation sociale en Jordanie et au Liban souffrira du nombre croissant de réfugiés en provenance de la Syrie.

Une accélération de l'inflation est prévue en Égypte, en Jordanie, au Maroc et en Tunisie, du fait des réductions récentes et anticipées des subventions, ainsi que, dans certains cas, de la monétisation des déficits budgétaires et des goulets d'étranglement de l'offre. L'inflation sous-jacente reste élevée aussi au Pakistan, qui continue de mener une politique monétaire accommodante. Dans les autres pays, la modération de la demande intérieure et la baisse des prix de certains produits alimentaires vont probablement atténuer l'inflation.

Même lorsque la reprise économique contribue aux recettes, une augmentation du déficit budgétaire est prévue dans les pays qui n'ont pas encore pris de mesures pour accroître leurs recettes et maîtriser les dépenses consacrées aux salaires et aux subventions. Des déficits plus ou moins inchangés sont attendus là où les économies tirées de la réduction des

subventions sont affectées au renforcement du filet de protection sociale et à des dépenses d'équipement propices à la croissance et à l'emploi.

Faute d'une baisse sensible des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie ou d'une augmentation des exportations, de l'investissement direct étranger ou des envois de fonds, une augmentation des réserves de change est peu probable. L'affaiblissement de la confiance des investisseurs pourrait peser aussi sur les réserves. Au Pakistan, ces facteurs sont aggravés par des remboursements considérables de la dette aux créanciers officiels, qui portent les réserves à des niveaux extrêmement bas.

Du fait du manque de marge de manœuvre budgétaire et de l'épuisement des réserves, un assainissement budgétaire considérable et un assouplissement du taux de change seront nécessaires, dans de nombreux cas, pour préserver la stabilité macroéconomique, donner confiance, maintenir la compétitivité et mobiliser des financements extérieurs. En particulier, les pays devront continuer de réduire les subventions, tout en mettant en place des filets de protection qui ciblent mieux ceux dans le besoin, et devront établir des mesures visant à maîtriser la masse salariale.

Des choix difficiles et impopulaires devront être effectués dans certains pays pour préserver la stabilité macroéconomique, même si les élections à venir dans de nombreux pays importateurs de pétrole ainsi que les transitions politiques et les réformes constitutionnelles en cours compliqueront l'élaboration de la politique économique.

Au-delà de ces enjeux à court terme, de vastes possibilités s'offrent à ces pays pour accélérer la croissance et la rendre plus solidaire, ainsi que créer des emplois. Pour réaliser ce potentiel, il sera nécessaire d'opérer des réformes structurelles qui approfondissent l'intégration commerciale, simplifient les réglementations, renforcent la responsabilité institutionnelle, éliminent les

obstacles à l'entrée sur les marchés et à la sortie, modifient la réglementation du marché du travail de manière à encourager l'embauche tout en maintenant une protection adéquate des travailleurs, alignent le système d'éducation sur les besoins des employeurs et élargissent l'accès au crédit.

La situation risque encore de se dégrader

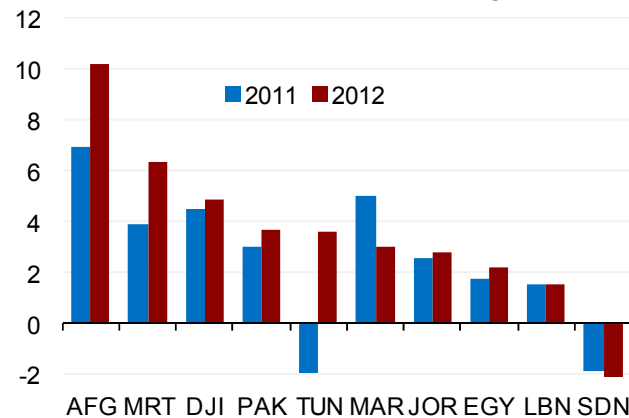
Les risques de dégradation à l'échelle régionale et nationale dominent les perspectives des pays importateurs de pétrole. L'instabilité résultant de nouveaux revers dans les transitions politiques pourrait encore retarder l'action nécessaire et, conjuguée à l'escalade régionale du conflit en Syrie, pourrait peser lourdement sur la confiance. Des pertes de production et des pressions croissantes sur les réserves de change pourraient résulter de ces risques, ainsi que d'une hausse des prix mondiaux de l'alimentation et de l'énergie, d'un ralentissement de la croissance des partenaires commerciaux ou d'une nouvelle intensification de l'aversion pour le risque sur les marchés financiers mondiaux.

Du côté positif, une accélération des réformes en Europe et des transitions politiques harmonieuses dans l'ensemble de la région pourraient dynamiser les réformes, la confiance des investisseurs, les entrées de capitaux et la croissance.

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : évolution économique récente et perspectives

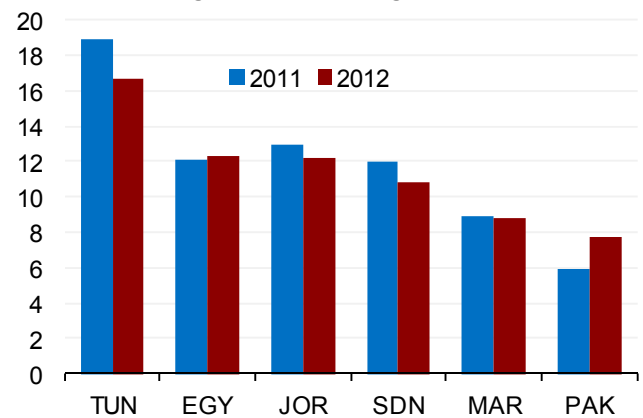
L'incertitude politique, les troubles sociaux et les difficultés extérieures ont pesé sur la reprise ...

PIB réel, variation annuelle en pourcentage



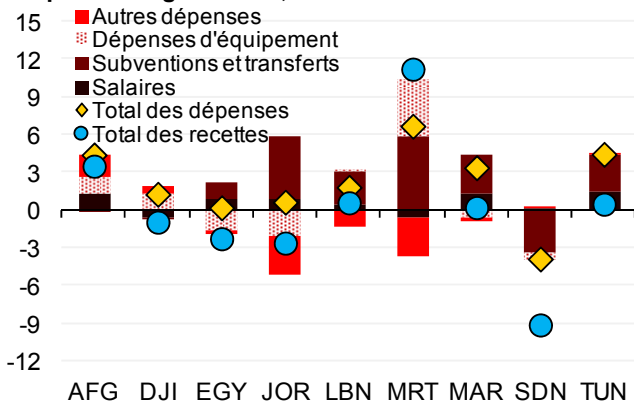
... et le chômage reste élevé.

Taux de chômage, en pourcentage



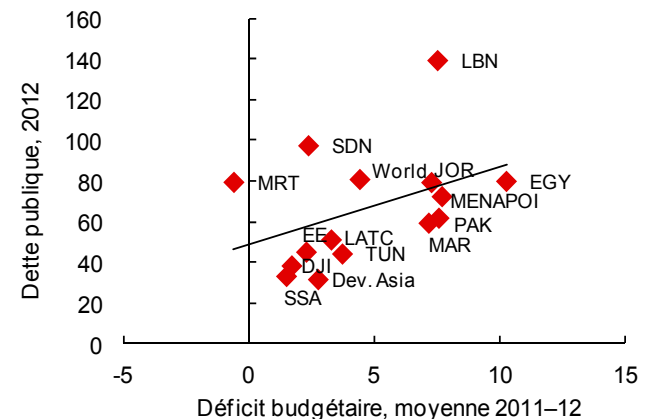
Le fléchissement des recettes et la hausse des subventions et de la masse salariale ...

Variation des recettes et des dépenses, en pourcentage du PIB, 2010-12



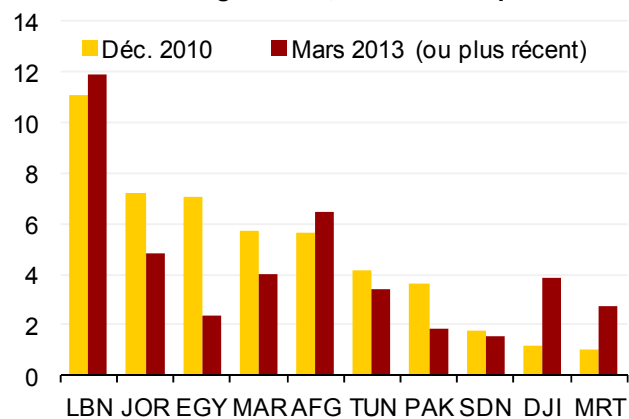
... ont accru les déficits et les dettes publiques.

Dettes publiques/déficit budgétaire, en pourcentage du PIB



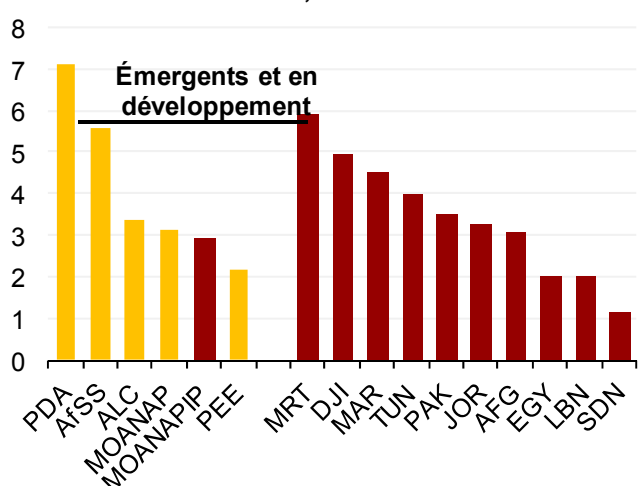
L'érosion des réserves de change offre peu de sécurité ...

Réserves de change brutes, en mois d'importations



... face à des perspectives difficiles.

Croissance du PIB réel, 2013



Sources : autorités nationales; calculs des services du FMI.

Note : Afghanistan (AFG), Djibouti (DJI), Égypte (EGY), Jordanie (JOR), Liban (LBN), Maroc (MAR), Mauritanie (MRT), Pakistan (PAK), Soudan (SDN) et Tunisie (TUN); pays en développement d'Asie (PDA), Amérique latine et Caraïbes (ALC), pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (MOANAPIP), Afrique subsaharienne (AfSS) et pays émergents d'Europe (PEE).

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–14

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–07	2008	2009	2010	2011	2012	Projections	
							2013	2014
MOANAP¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5.8	5.0	2.9	5.3	3.9	4.7	3.1	3.7
Solde des transactions courant	9.5	13.2	1.9	7.0	13.0	11.5	9.9	8.2
Solde budgétaire global	3.4	6.6	-3.0	-0.2	2.3	2.0	0.6	-0.1
Inflation (annuelle)	6.5	13.4	7.0	6.9	9.8	11.2	10.1	9.1
Exportateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	6.2	4.9	2.3	5.9	4.7	5.7	3.2	3.7
Solde des transactions courant	13.7	18.9	4.6	10.8	18.2	16.6	14.3	12.0
Solde budgétaire global	7.8	13.0	-1.8	2.7	6.8	6.9	4.7	3.1
Inflation (croissance annuelle)	7.5	13.6	5.3	6.0	9.8	12.0	10.5	8.8
Dont : Conseil de coopération du Golfe								
PIB réel (croissance annuelle)	6.1	8.2	0.8	6.3	7.9	6.0	4.0	4.0
Solde des transactions courant	15.6	21.8	7.1	13.5	22.9	23.0	19.7	16.8
Solde budgétaire global	12.0	24.0	-0.7	4.0	11.3	14.4	10.7	7.9
Inflation (croissance annuelle)	2.2	8.9	2.7	2.6	3.1	2.4	3.2	3.3
Importateurs de pétrole de la région MOANAP								
PIB réel (croissance annuelle)	5.1	5.3	4.2	4.0	2.2	2.7	3.0	3.6
Solde des transactions courant	-1.0	-4.1	-4.6	-3.0	-3.5	-5.7	-4.0	-3.6
Solde budgétaire global	-4.7	-5.5	-5.2	-5.7	-7.0	-8.4	-8.1	-6.9
Inflation (croissance annuelle)	4.9	12.9	10.2	8.5	9.9	9.5	9.2	9.6
MOAN¹								
PIB réel (croissance annuelle)	5.9	5.2	3.0	5.5	4.0	4.8	3.1	3.7
Solde des transactions courant	10.3	14.7	2.5	7.7	14.0	12.5	10.8	8.9
Solde budgétaire global	4.3	8.4	-2.7	0.4	3.4	3.2	1.5	0.7
Inflation (croissance annuelle)	6.6	13.6	5.8	6.6	9.3	11.3	10.3	9.0
Importateurs de pétrole de la région MOAN								
PIB réel (croissance annuelle)	5.0	6.1	4.9	4.3	1.6	1.9	2.7	3.7
Solde des transactions courant	-1.4	-2.7	-4.4	-3.4	-5.1	-7.7	-5.7	-4.9
Solde budgétaire global	-5.4	-4.7	-5.3	-5.7	-7.2	-8.8	-8.9	-7.0
Inflation (croissance annuelle)	4.5	13.6	7.3	8.0	7.9	8.9	9.9	9.8

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

¹ Les données de 2011–14 excluent la République arabe syrienne.

MOANAP : (1) Pays exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen;

(2) Pays importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie.

MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan.

Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : l'Afghanistan et l'Iran (21 mars/20 mars), le Qatar (avril/mars) ainsi que l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne						Projections	
	2000-07	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Croissance du PIB réel	6.2	4.9	2.3	5.9	4.7	5.7	3.2	3.7
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	4.4	2.0	1.7	3.6	2.4	2.5	3.3	3.4
Bahreïn	6.4	6.3	3.2	4.7	2.1	3.9	4.2	3.3
Iran, R. I. d'	6.0	0.6	3.9	5.9	3.0	-1.9	-1.3	1.1
Iraq	...	6.6	5.8	5.9	8.6	8.4	9.0	8.4
Koweït	7.4	2.5	-7.1	-2.4	6.3	5.1	1.1	3.1
Libye	5.4	2.7	-0.8	5.0	-62.1	104.5	20.2	10.1
Oman	4.0	13.2	3.3	5.6	4.5	5.0	4.2	3.5
Qatar	12.0	17.7	12.0	16.7	13.0	6.6	5.2	5.0
Arabie saoudite	4.7	8.4	1.8	7.4	8.5	6.8	4.4	4.2
Émirats arabes unis	8.0	5.3	-4.8	1.3	5.2	3.9	3.1	3.6
Yémen	4.2	3.6	3.9	7.7	-10.5	0.1	4.4	5.4
Hausse des prix à la consommation	7.5	13.6	5.3	6.0	9.8	12.0	10.5	8.8
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Algérie	2.7	4.9	5.7	3.9	4.5	8.9	5.0	4.5
Bahreïn	1.2	3.5	2.8	2.0	-0.4	1.2	2.6	2.1
Iran, R. I. d'	13.9	25.4	10.8	12.4	21.5	30.6	27.2	21.1
Iraq	40.3	2.7	-2.2	2.4	5.6	6.1	4.3	5.5
Koweït	2.3	10.6	4.0	4.0	4.7	2.9	3.3	3.8
Libye	2.9	10.4	2.4	2.5	15.9	6.1	2.0	5.2
Oman	1.2	12.6	3.5	3.3	4.0	2.9	3.3	3.3
Qatar	5.9	15.0	-4.9	-2.4	1.9	1.9	3.0	4.0
Arabie saoudite	0.8	6.1	4.1	3.8	3.7	2.9	3.7	3.6
Émirats arabes unis	5.2	12.3	1.6	0.9	0.9	0.7	1.6	1.9
Yémen	10.9	19.0	3.7	11.2	19.5	11.0	7.5	8.7
Solde budgétaire global des administrations publiques	7.8	13.0	-1.8	2.7	6.8	6.9	4.7	3.1
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	7.2	7.6	-6.8	-1.8	-1.7	-3.4	-1.8	-2.7
Bahreïn ¹	1.6	4.9	-6.6	-7.0	-1.7	-2.6	-4.2	-5.0
Iran, R.I. d ²	3.3	0.7	0.9	3.0	4.1	-2.3	-3.5	-4.0
Iraq	...	-0.9	-12.7	-4.3	4.9	4.0	1.2	1.9
Koweït ¹	29.5	19.8	26.8	25.2	29.1	30.6	26.9	22.2
Libye	14.7	25.2	-3.0	8.9	-18.7	20.8	18.4	12.1
Oman ¹	9.4	13.7	-2.1	3.8	4.7	10.4	3.8	-1.2
Qatar	9.0	9.8	13.4	2.6	8.3	8.1	11.0	9.8
Arabie saoudite	10.7	31.6	-4.1	3.0	12.4	15.2	9.6	6.4
Émirats Arabes Unis ³	8.3	17.0	-12.6	-1.8	3.3	10.7	9.7	8.5
Yémen	-0.7	-4.5	-10.2	-4.0	-4.3	-5.5	-5.8	-3.7
Solde des transactions courantes	13.7	18.9	4.6	10.8	18.2	16.6	14.3	12.0
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	16.4	20.1	0.3	7.5	10.0	5.9	6.1	4.5
Bahreïn	7.4	10.2	2.9	3.6	12.6	15.4	13.6	11.6
Iran, R. I. d'	6.1	6.5	2.6	6.5	12.0	4.9	3.6	1.9
Iraq	...	12.8	-8.3	3.0	12.5	7.0	3.6	2.9
Koweït	29.8	40.9	26.7	31.9	44.0	45.0	40.8	37.6
Libye	26.5	42.5	14.9	19.5	9.1	35.9	25.8	17.7
Oman	9.7	8.3	-1.2	8.7	17.7	15.6	9.9	4.7
Qatar	25.1	28.7	10.2	26.8	30.4	29.5	29.3	23.7
Arabie saoudite	15.9	25.5	4.9	12.7	23.7	24.4	19.2	16.1
Émirats arabes unis	9.4	7.9	3.5	3.2	9.7	8.2	8.4	7.9
Yémen	3.2	-4.6	-10.2	-3.7	-4.0	-0.4	-4.3	-4.1

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Administration centrale.

²Administration centrale et Fonds national de développement hors Organisation des subventions ciblées.

³Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats d'Abu Dhabi, de Dubaï et de Sharjah.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Iran (21 mars/20 mars) et le Qatar (avril/mars).

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : principaux indicateurs économiques

	Moyenne 2000-07						Projections	
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Croissance du PIB réel	5.1	5.3	4.2	4.0	2.2	2.7	3.0	3.6
<i>(Variation annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	3.6	21.0	8.4	7.0	10.2	3.1	4.8
Djibouti	3.0	5.8	5.0	3.5	4.5	4.8	5.0	5.0
Égypte	4.7	7.2	4.7	5.1	1.8	2.2	2.0	3.3
Jordanie	6.6	7.2	5.5	2.3	2.6	2.8	3.3	3.5
Liban	3.5	8.6	9.0	7.0	1.5	1.5	2.0	4.0
Mauritanie	4.3	3.5	-1.2	5.1	3.9	6.4	5.9	5.8
Maroc	4.6	5.6	4.8	3.6	5.0	3.0	4.5	4.8
Pakistan	5.3	3.7	1.7	3.1	3.0	3.7	3.5	3.3
Soudan ¹	8.8	3.0	5.2	2.5	-1.9	-4.4	1.2	2.6
République arabe syrienne ²	4.2	4.5	5.9	3.4	...	...	...	...
Tunisie	4.8	4.5	3.1	3.1	-1.9	3.6	4.0	4.5
Cisjordanie et bande de Gaza ³	0.6	7.1	7.4	9.3	12.2	6.0	5.0	4.4
Hausse des prix à la consommation	4.9	12.9	10.2	8.5	9.9	9.5	9.2	9.6
<i>(Moyenne annuelle, en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	26.4	-6.8	2.2	11.8	6.4	5.8	5.8
Djibouti	2.6	12.0	1.7	4.0	5.1	3.7	2.5	2.5
Égypte	5.7	18.3	11.7	11.4	9.9	8.4	10.9	11.6
Jordanie	3.0	13.9	-0.7	5.0	4.4	4.8	5.9	3.2
Liban	1.6	10.8	1.2	4.5	5.0	6.6	6.7	2.4
Mauritanie	6.6	7.5	2.1	6.3	5.7	4.9	4.7	5.2
Maroc	1.8	3.9	1.0	1.0	0.9	1.3	2.5	2.5
Pakistan	5.4	10.8	17.6	10.1	13.7	11.0	8.2	9.5
Soudan ¹	7.6	14.3	11.3	13.0	18.1	35.5	28.4	29.4
République arabe syrienne ²	3.9	15.2	2.8	4.4	...	...	...	...
Tunisie	2.9	4.9	3.5	4.4	3.5	5.6	6.0	4.7
Cisjordanie et bande de Gaza ³	3.4	10.9	2.8	3.7	2.9	2.8	2.8	2.8
Solde budgétaire global des administrations publiques	-4.7	-5.5	-5.2	-5.7	-7.0	-8.4	-8.1	-6.9
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	-4.0	-1.3	0.9	-0.8	0.0	-1.4	0.1
Djibouti	-2.0	1.3	-4.6	-0.5	-0.7	-2.7	0.8	0.8
Égypte	-7.2	-8.0	-6.9	-8.3	-9.8	-10.7	-11.3	-8.7
Jordanie ⁴	-3.3	-5.5	-8.9	-5.6	-5.7	-8.8	-9.1	-8.0
Liban ⁴	-14.2	-9.7	-8.3	-7.7	-6.1	-9.0	-9.7	-8.9
Mauritanie ^{4,5}	1.3	-6.5	-5.1	-1.9	-1.4	2.6	-5.1	-4.2
Maroc ⁴	-4.4	0.7	-1.8	-4.4	-6.8	-7.5	-5.5	-4.2
Pakistan	-3.2	-7.3	-5.2	-5.9	-7.0	-8.2	-7.0	-7.1
Soudan ¹	-1.1	0.6	-5.1	0.3	0.2	-5.0	-4.0	-3.7
République arabe syrienne ²	-2.1	-2.9	-2.9	-4.8	...	...	...	...
Tunisie ⁶	-2.7	-0.7	-2.3	-0.4	-3.0	-4.4	-6.4	-4.7
Cisjordanie et bande de Gaza ³	-26.6	-30.5	-26.4	-16.7	-11.0	-10.2	-15.6	-14.6
Solde des transactions courantes	-1.0	-4.1	-4.6	-3.0	-3.5	-5.7	-4.0	-3.6
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. d'	...	5.1	1.6	2.8	2.2	4.0	1.6	0.3
Djibouti	-4.4	-24.3	-9.3	-5.8	-12.6	-13.4	-11.0	-9.3
Égypte	1.6	0.5	-2.3	-2.0	-2.6	-3.1	-2.1	-1.6
Jordanie	-3.5	-9.3	-3.3	-5.3	-12.0	-18.1	-10.0	-9.1
Liban	-13.1	-9.3	-9.8	-9.6	-12.5	-16.1	-16.1	-14.6
Mauritanie	-16.4	-14.8	-10.7	-8.7	-7.3	-25.8	-20.5	-3.2
Maroc	1.9	-5.2	-5.4	-4.1	-8.1	-9.6	-7.0	-5.8
Pakistan	0.1	-8.4	-5.7	-2.2	0.1	-2.0	-0.7	-0.8
Soudan ¹	-5.6	-1.5	-9.6	-2.1	-0.4	-11.2	-6.9	-5.9
République arabe syrienne ²	-1.6	-1.3	-2.9	-2.9	...	...	...	...
Tunisie	-2.7	-3.8	-2.8	-4.8	-7.4	-8.0	-7.3	-6.6
Cisjordanie et bande de Gaza ³	-22.9	10.9	-12.0	-10.6	-23.6	-23.9	-17.8	-15.9

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 excluent le Soudan du Sud après le 9 juillet. Les données pour 2012 et au-delà se rapportent au Soudan actuel.

²Les données pour 2011-14 excluent la Syrie en raison de l'incertitude entourant la situation politique.

³La Cisjordanie et la bande de Gaza ne sont pas membres du FMI et ne sont incluses dans aucun des agrégats.

⁴Administration centrale. Pour la Jordanie, inclut les transferts à la compagnie d'électricité (4,3 % et 2,7 % du PIB en 2013 et en 2014).

⁵Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.

⁶Inclut les coûts de la recapitalisation des banques et les paiements d'arriérés.

Note : Les variables se rapportent à l'exercice budgétaire pour l'Afghanistan (21 mars/20 mars) ainsi que pour l'Égypte et le Pakistan (juillet/juin), sauf l'inflation.